



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

La FAE solidaire des travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale Monsieur Harper, ne touchez pas au droit de grève et à l'équité salariale!

Montréal, le 28 novembre 2008 – Les syndicats affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont réagi avec colère et indignation à l'énoncé économique présenté hier par le gouvernement Harper, visant notamment à suspendre le droit de grève pour les employées et employés de la fonction publique fédérale et à suspendre les recours possibles en matière d'équité salariale. « Nous dénonçons cette stratégie abjecte du gouvernement Harper de bafouer des droits légitimes et reconnus dans la Charte, tel le droit qu'ont les travailleuses et travailleurs de former une association, d'établir un rapport de force et de recourir à la grève selon les *Dispositions des lois du travail*. De plus, cette même charte ne tolère aucune discrimination sur la base du sexe des personnes. Il faut que ces droits soient préservés intégralement », insiste Denis Letourneux, vice-président à la vie politique de la FAE.

Les conservateurs démontrent, hors de tout doute, que le seul intérêt qu'ils avaient en déclenchant des élections au Canada, c'était d'obtenir une majorité parlementaire, non pas pour s'attaquer à la crise financière, mais bien de s'attaquer aux droits fondamentaux. « Monsieur Harper, ne touchez pas au droit de grève ni à l'équité salariale » ajoute le porte-parole de la FAE.

Les quelque 27 000 enseignantes et enseignants des syndicats affiliés à la FAE ont mené, dans le passé, de très dures et longues luttes pour obtenir justice dans le dossier de l'équité salariale. Si l'équité salariale est réglée au Québec, elle n'est pas encore atteinte pour les fonctionnaires canadiens. De plus, le droit de grève des employées et employés de la fonction publique, tant provinciale que fédérale, a maintes fois au cours des 20 dernières années, été nié par le recours injustifié des « lois matraques » et des décrets forçant le retour au travail.

Les syndicats affiliés à la FAE comptent se pencher très prochainement sur les moyens à mettre en œuvre pour témoigner concrètement leur solidarité aux syndicats de la fonction publique canadienne et pour affirmer leur opposition aux tactiques antisociales, antiéconomiques et antisyndicales du gouvernement Harper.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 27 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes, ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

-30-

Source : FAE
Information : Marie Pelchat
Conseillère à la vie politique et aux communications
514 952-3559